



HAL
open science

Les conséquences économiques des sanctions internationales contre la Russie

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Les conséquences économiques des sanctions internationales contre la Russie. La guerre en Ukraine, Economistes contre la Course aux Armements (ECCAR), Jun 2022, Grenoble, France. hal-03703457

HAL Id: hal-03703457

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-03703457v1>

Submitted on 24 Jun 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les conséquences économiques des sanctions internationales contre la Russie

Pax Economica

Jacques Fontanel.

Conférence
Economistes contre la Course aux Armements (ECCAR)

22 Juin 2022

Résumé

La Russie s'est engagée dans une « opération spéciale » contre l'Ukraine, « la petite Russie ». L'action militaire devait être rapidement conduite, encouragée par une part importante de citoyens ukrainiens. Au contraire, les combats militaires ont mis en évidence la résistance du peuple ukrainien, soutenu par l'aide en équipement militaires et les sanctions politico-économiques imposées à la Russie principalement par l'Union européenne et les Etats-Unis. De fait, le conflit touche les intérêts de l'ensemble des pays du monde, avec les sanctions exercées sur le système monétaire et financier russe, sur l'exercice interrompue pour la Russie de la « clause de la Nation la plus favorisée », sur les ventes russes de gaz et de pétrole à destination des pays européens ou sur les exportations de céréales interrompues par le blocus maritime devant Odessa qui empêche leur acheminement. A plus long terme, la globalisation économique et le système monétaire et financier dominé par les Etats-Unis pourraient être remis sérieusement en cause, notamment si les BRICs se mettent d'accord pour construire de nouvelles structures monétaires et financiers internationales.

Abstract

Russia has embarked on a "special operation" against Ukraine, "little Russia". The military action was supposed to be carried out quickly, encouraged by a large part of Ukrainian citizens. Instead, the military fighting has highlighted the resistance of the Ukrainian people, supported by military equipment aid and political-economic sanctions imposed on Russia mainly by the European Union and the United States. In fact, the conflict affects the interests of all the countries of the world, with sanctions on the Russian monetary and financial system, on the interrupted exercise for Russia of the "Most Favored Nation clause", on the Russian sales of gas and oil to European countries or on grain exports interrupted by the maritime blockade in front of Odessa that prevents their delivery. In the longer term, economic globalization and the US-dominated monetary and financial system could be seriously challenged, especially if the BRICs agree to build new international monetary and financial structures.

Key words

Russie, Ukraine, Guerre, guerre économique, sanctions économiques, OTAN, famine
Russia, Ukraine, War, economic war, economic sanctions, NATO, famine

Depuis son arrivée au pouvoir, Vladimir Poutine a appuyé son pouvoir sur quatre piliers, la recherche d'une nouvelle puissance militaire et la relance d'un complexe militaro-industriel, le contrôle des hydrocarbures par oligarques interposés, la maîtrise de l'information et la mise en place progressive de lois lui accordant, de fait, les pleins pouvoirs. La recherche d'un « soft power » aléatoire couplé à son goût de la puissance l'ont conduit à multiplier les opérations de prestige, notamment dans le monde du sport, mais aussi à intervenir militairement lorsque les pays appartenant à l'ancienne CEI ont cherché à se rapprocher de l'Union européenne et de l'OTAN. C'est ainsi que la Russie est intervenue en Tchétchénie, en Georgie avec l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud, en Crimée notamment pour protéger Sébastopol, son port militaire tourné vers les mers chaudes et le Donbass (où une communauté russe importante subsiste). L'avancée rapide de l'OTAN aux portes de ses frontières semble avoir incité Moscou à réagir et à condamner la duplicité des Etats-Unis et de l'Europe qui ne respectent pas leur promesse de ne pas étendre l'OTAN en direction de l'Europe de l'Est. La Russie n'a pas perdu le goût de la puissance, elle veut conserver son influence historique jugée par elle comme naturelle sur tous les territoires qu'elle a autrefois vassalisés. La fameuse « opération spéciale » engagée par la Russie à l'encontre de l'Ukraine est le résultat d'un enchaînement de décisions qui a rendu inéluctable son organisation et sa mise opportuniste en action.

Le Kremlin était convaincu que l'opération spéciale se solderait rapidement par une victoire, conduisant à terme soit au rattachement de l'Ukraine à la Russie soit, au pire, à la « finlandisation » de l'Ukraine. Un accueil positif des citoyens ukrainien à l'opération spéciale de leurs frères russes était attendu, face à un gouvernement de Kiev jugé corrompu, peuplé de nazis et inamicale à l'encontre des intérêts de la Russie, avec ses demandes d'adhésion à l'OTAN. Le Kremlin s'est senti trahi par une Ukraine gouvernée par un acteur sans expérience politique, qui acceptait d'abandonner leur histoire commune pour se commettre avec un Occident finalement hostile aux intérêts légitimes de Moscou. Pour Poutine, l'Ukraine c'est la « petite Russie », une appellation qui témoigne de l'attachement historique supposé réciproque. La popularité de l'opération spéciale pour les citoyens ukrainiens n'a pas été évidemment à la hauteur des attentes moscovites. La résistance acharnée de l'Ukraine a été une surprise. Il n'y a eu nulle part, Donbass exclu, d'insurrections favorables à la ligne moscovite, mais au contraire une résistance acharnée de l'ensemble de la population, atterrée par la violence des destructions des infrastructures et des bâtiments civils. Fin mai 2022, les dégâts imposés par la guerre elle-même en termes de destruction des équipements ou infrastructures sont considérables. Huit millions de personnes ont été déplacées à l'intérieur de l'Ukraine et 7 millions de citoyens (souvent jeunes et féminins) se sont exilés. Ce qui est énorme si l'on se rappelle que le pays comptait 42 millions d'habitants avant « l'opération spéciale ».

La volonté stratégique de Moscou de conserver d'influence forte sur tous les pays limitrophes a conduit ces derniers à devenir membre de l'Union européenne et de l'Organisation du Traité Atlantique Nord (OTAN). Cette dernière alliance ne dissuade aujourd'hui d'une opération militaire sur la zone Europe que la Russie qui, de ce fait, se sent elle-même normalement menacée, encerclée. Le Kremlin ne peut pas accepter que les pays anciennement frères ne comprennent pas la situation d'insécurité qu'elle subit face L'élargissement de l'OTAN constitue indéniablement un facteur d'insécurité croissant pour la Russie face à la puissance américaine qui s'institue comme gendarme partial de la paix européenne. En décembre 2021 Vladimir Poutine a proposé une solution de blocage à l'entrée de l'Ukraine dans l'OTAN, en demandant au gouvernement ukrainien de retirer sa candidature ou à un membre de l'OTAN d'empêcher cette perspective d'adhésion. Pour l'OTAN, chaque peuple est souverain et peut décider ou non d'appartenir à l'alliance militaire qui convient à sa sécurité. Le gouvernement de l'Ukraine n'avait pas l'intention non plus d'accepter un processus de « finlandisation » qui l'aurait conduit à mener une politique sécuritaire conforme aux stratégies dictées par Moscou. Face à ce refus implicite, comme promise, l'intervention militaire devenait une obligation pour la Grande Russie, laquelle ne pouvait pas se déjuger, une marque de faiblesse qu'elle aurait eu à payer dans l'avenir. Le Kremlin considère qu'il est dans son bon droit. Pour éviter que les alliés du régime de Kiev s'engagent entièrement derrière lui, la question de la cobelligérance a été posée.

Soutenu par le Patriarche de l'église orthodoxe de Moscou, Vladimir Poutine a trois convictions.

- D'abord, Washington et ses alliés européens obéissants n'ont aucun scrupule à violer les principes du droit international, comme la guerre du Kosovo en témoigne.
- Ensuite, l'OTAN est fondamentalement une organisation militaire destinée à affaiblir la Russie et à imposer son impérialisme sur l'ensemble de l'Europe.
- Enfin, les expériences militaires de Washington mettent en évidence à la fois l'affaiblissement militaire des Etats-Unis et son affaiblissement face au défi de chaque membre de la BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud).

En 2018, Donald Trump avait houspillé les Européens pour leur dépendance énergétique face à la Russie. Cette admonestation avait été mise dans le sac des affirmations excessives et incontrôlées du Président américain. Le boycott partiel de cette source essentielle d'énergie conduit inéluctablement à une envolée des prix du fait des nouvelles raretés, ce qui n'a pas que des effets positifs dans les démocraties du fait du mécontentement à venir des citoyens électeurs. Aujourd'hui, les sanctions doivent tenir compte des intérêts des pays qui subissent les conséquences de leur dépendance avec la Russie. Cependant, avec les sanctions décidées à la suite de l'annexion de la Crimée, la Russie et la Biélorussie sont aujourd'hui les pays le plus sanctionné du monde, bien plus que la Corée du

Nord. L'Union européenne et les Etats-Unis ont coordonné leurs sanctions, et les organisations internationales, comme la Banque mondiale, l'OCDE ou la BERD, leur ont apporté leur soutien.

On peut immédiatement noter l'exclusion de la Russie du Conseil de l'Europe et la révocation par les pays Occidentaux de la Clause de la Nation la Plus favorisée, laquelle menace toutes les exportations russes d'importants droits de douane et les importations en situation potentielle de quasi-boycott. Ensuite des mesures financières ont été engagées en vue de saper l'infrastructure financière de la Russie. Tous les acteurs économiques sont partiellement assujettis à une vigilance accrue dans leurs relations commerciales avec la Russie, eu égard aux mesures qui seraient prises à leur encontre sur les marchés internationaux si un lien avec le système financier SWIFT faisait l'objet d'une enquête auprès des services compétents américains. Les lois « D'Amato-Kennedy » et « Helms-Burton », permettent à la Maison Blanche de condamner des entreprises qui ne respecteraient pas les embargos et sanctions décidés par les Etats-Unis, notamment en les excluant du système financier international et de l'ensemble du marché américain.

En revanche, la Russie dispose d'un secteur gazier-pétrolier vital pour le pays qui représente 20% du PIB, plus de 50% de la valeur de ses exportations et la moitié du budget de l'Etat. L'Union européenne était, même après les sanctions prises contre Moscou pour l'annexion de la Crimée, le premier fournisseur et client de la Russie. Dans ce cadre, les investissements étrangers se raréfient très rapidement et les produits à double usage concernant simultanément les secteurs civils et militaires comme les matériaux électroniques, les ordinateurs ou les systèmes de navigation, sont interdits à l'importation en Russie

Pour l'Europe, il s'agit aussi de réduire les importations des produits pétroliers et gaziers, de suspendre tous les projets économiques d'importance en partenariat (comme le gazoduc North Stream II), de geler les infrastructures financières, de sanctionner les personnalités politiques et militaires russes directement ou indirectement responsables de l'invasion de l'Ukraine et d'appliquer des sanctions sectorielles particulièrement dommageables pour le développement économique de la Russie. Il est aussi interdit d'exporter en Russie les biens de haute technologie et d'importer les matières premières et matériaux critiques. Le partenariat avec des acteurs économiques russes deviennent des opérations à très grand risque. Les membres de l'Union européenne ont décidé un embargo à 90% des importations de pétrole russe d'ici décembre 2022 et du charbon à 100% dès août 2022.

A l'instar du G7, l'Union Européenne a décidé le gel des réserves de la Banque centrale russe, de l'ordre de 600 milliards d'euros, ainsi que les ressources placées sur son territoire par presque 500 ressortissants russes et hauts gradés militaires. Les opérateurs européens ne peuvent plus engager d'opérations sur les valeurs mobilières ou fournir des services d'investissement ou recevoir des dépôts de résidents russes de plus de 100.000 euros Sept banques russes et trois banques biélorusses trop proches du Kremlin, ont été exclues des marchés et transactions

financières, du système financier international de messagerie et de transaction SWIFT (Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication). En avril 2022, un cinquième volet de sanctions concernait le gel des avoirs de quatre autres banques russes, suivi en mai, lors du sixième paquet de mesures, de la Sherbank, la principale banque russe. En revanche, Gazprombank reste dans le système SWIFT, eu égard à son importance dans les transactions de paiement du gaz russe. Enfin, les banques européennes ne peuvent plus financer les projets du Fonds souverain de la Russie (Russian Direct Investment Fund). L'Allemagne qui a suspendu le développement du gazoduc North Stream 2. La France, l'Italie ou le Royaume-Uni ont procédé à la saisie de yachts et de villas appartenant aux oligarques. Washington a demandé à Visa et MasterCard de bloquer les services de la carte bancaire et de paiement aux banques russes.

Les mesures les plus efficaces concernant le gaz et le pétrole ne peuvent pas être appliquées avec la plus grande sévérité, parce que certains pays européens en pâtiraient considérablement, au moins à court terme. L'Union européenne est divisée quant à sa dépendance aux importations russes d'énergie, mais l'inflation galopante qui se présente dans ce secteur soudain en situation dominante de rareté d'offre touche au fond tous les autres pays. La guerre en elle-même conduit inextricablement à une récession économique mondiale imprévue, qui va amener les Etats à prendre des mesures qui ne satisferont probablement pas les objectifs à long terme de lutte contre le réchauffement climatique.

Les Etats-Unis ont engagé des sanctions similaires sur la banque centrale, les avoirs des oligarques, les investissements américains privés ou les exportations de technologies. Il est interdit à la Russie de rembourser sa dette avec des dollars détenus dans les banques américaines, ce qui réduit singulièrement les capacités de financement de l'opération spéciale. Huit banques dont Sherbank et Alfa Bank, subissent des mesures de blocage total. Dès qu'un actif touche le système financier américain, il est immédiatement gelé et signalé à l'OFAC. Il en va de même pour de nombreuses firmes russes qui souhaiteraient avoir accès au marché américain de financement. Pour la Maison Blanche, des mesures devraient entraîner 3% de réduction potentielle du PIB de la Russie.

En rétorsion, le Kremlin a exigé que les livraisons de gaz à destination des pays « inamicaux » soient payées en roubles, depuis des comptes situés en Russie, selon un processus à deux voies réalisées avec Gazprombank. Cette procédure permet de combattre l'effondrement du rouble. En outre, la Banque de Russie a réagi aux sanctions européennes, en proposant de racheter l'or à un cours de 5000 roubles le gramme, ce qui a eu un effet positif sur la valeur de la monnaie nationale désormais adossée, comme dans le bon vieux temps, à l'or. Faute de respecter faute de respecter les modalités exigées par le Kremlin le gaz a déjà été coupé à la Bulgarie, à la Finlande et à la Pologne, aux Pays-Bas et au Danemark. Il est probable que pour toutes ses exportations la Russie demandera officiellement ou non le même mode de règlement. Si les USA, l'Union européenne, la Suisse, le Royaume-Uni ou le Canada s'engagent fermement dans les sanctions

économiques contre le pays agresseur de l'Ukraine, d'autres pays sont plus prudents dans leurs réactions et se veulent même neutres dans l'évolution de cette guerre.

Les guerres humaines sont hors de prix, à un moment où la menace du réchauffement climatique devient de plus en plus évidente. La production de céréales encore plus difficile à mettre en place, indépendamment du fait que les semis ne seront pas effectués dans les conditions idéales, de même pour la production des engrais. La Russie veut mettre en évidence les interdépendances économiques et le poids de son économie sur les échanges internationaux des marchés de l'énergie et de l'alimentation. Comme pour la pandémie du coronavirus, le monde se rend compte enfin de l'interdépendance et de l'incapacité de chaque Etat d'assurer, à haut niveau, les questions de santé, d'alimentation ou d'énergie de ses populations sans recourir au commerce international.

Au milieu du mois de juin 2022, la Russie a évité le scénario d'une panique financière, malgré la résurgence d'une inflation prévue entre 18 et 23% et une récession, estimée par Moscou, de l'ordre de 10%. Le rouble est même revenu au-dessus de son niveau de 2021, avec +15% par rapport à l'euro. Trois raisons expliquent cette situation en apparence paradoxale. D'une part, la Russie continue à exporter le gaz et le pétrole à un prix très élevé compte tenu des nouvelles raretés, pour un montant journalier supérieur à 1 milliard de dollars. En outre, elle subit un embargo sur de nombreux produits habituellement importés. Il en résulte un excédent considérable de la balance commerciale, ce qui devrait permettre à la Russie de payer toutes ses dettes. Enfin, la Russie a mis en place de stricts contrôles des capitaux.

Il est cependant difficile de déterminer les coûts réels pour la Russie de « l'opération spéciale ». Ils concernent les arrêts de production nationale consécutifs à l'absence de consommations intermédiaires indispensables concernant les technologies de pointe, les productions monopolisées par les compagnies occidentales ou les pièces de rechange des matériels importés en stock. Il est encore plus difficile d'estimer la perte de confiance de nombre de pays importants dans les capacités d'une Russie expansionniste à s'engager dans un processus de paix. Le coût total dépendra de la position des alliés du BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud). Les exportations de gaz vers la Chine, par le gazoduc Power of Siberia, ont ainsi déjà augmenté dans le cadre d'un nouveau contrat à long terme entre Gazprom et CNPC (China National Petroleum Corporation), une entreprise chinoise d'Etat.

Pour la Chine, le choix reste cornélien, entre la tentation de renforcer son alliance avec la Russie pour conforter les pouvoirs des autocrates face aux démocraties occidentales et envisager une expédition à Taïwan et le choix des intérêts économiques à court et long terme qui la lient au monde occidental. La Chine a peu à gagner économiquement dans une entente avec la Russie, et beaucoup à perdre des sanctions occidentales, sauf à s'engager dans une lutte

ouverte pour remettre en cause le système de Bretton Woods et « l'impérialisme américain ».

La plupart des pays en développement s'attendent à souffrir de cette « opération spéciale » et ils hésitent à prendre des décisions définitives trop tranchées. Ils sont d'abord concernés par la catastrophe alimentaire qui risque de toucher de plein fouet de nombreux pays importateurs des produits céréaliers de la Russie et de l'Ukraine et ils cherchent d'abord à trouver une solution qui les concerne sans s'engager fortement pour l'un ou l'autre camp, même si majoritairement ils ont voté contre cette invasion. En effet, la Russie et l'Ukraine sont devenus de forts exportateurs de céréales (même si leur production combinée ne dépasse pas 12% de la production mondiale de blé) et d'engrais. Dans ces conditions, la question de la faim dans le monde est posée pour tous les pays importateurs de ces produits, avec une pression forte sur les prix. Toutes céréales confondues, les exportations mondiales correspondent à près de 400 millions de tonnes. La Russie est la première exportatrice de blé, avec à peu près la moitié de sa production, soit 35 à 40 millions de tonnes exportables, les trois-quarts étant importés en Afrique du Nord. En matière de rétorsion, la Russie dispose, au moins conjoncturellement, d'une arme alimentaire à forte puissance politique, eu égard à la demande des pays importateurs de recevoir les grains en passant par les mécanismes financiers internationaux qui font l'objet aujourd'hui de sanctions occidentales d'usage à la Russie. En outre, Moscou préfère aujourd'hui la consommation intérieure à l'exportation, au regard des restrictions à l'importation de produits alimentaires en provenance de l'Europe principalement.

L'Ukraine dispose du fameux « tchernoziom », cette terre noire la plus fertile du monde, riche en humus, azote, potasse et oligo-éléments. Elle est devenue le grenier du monde et l'un des premiers exportateurs mondiaux de céréales, soit 12% du blé, 20% du colza, 50% du tournesol, sans mésestimer les exportations de maïs et d'orge. Elle produit 100 millions de tonnes de grains dont 70 % sont destinées à l'exportation. En une décennie, l'Ukraine a considérablement augmenté son rendement agricole, grâce au recours à de nouvelles technologies, aux engrais et à la qualité des semences. Des fonds souverains comme l'Arabie Saoudite (200.000 hectares cultivés) ou la Chine ont investi dans le pays pour assurer leur sécurité alimentaire.

La récolte de 2022 sera décevante (40% de celle de 2021), du fait à la fois des destructions et bombardements relatifs à l'opération spéciale, de l'importance des problèmes logistiques qui en découlent et des destructions des infrastructures nationales. Début juin 2022, il restait 20 millions de tonnes de grains dans les silos d'Odessa et l'enjeu est de les exporter à la fois pour que de nouvelles ressources permettent aux agriculteurs de réinvestir pour les semis nécessaires à la prochaine récolte, mais aussi pour les vendre avant que les grains soient déclarés impropres à la consommation. En outre, faute de place dans les silos, le quart de la production ne pourra pas être ramassé. Le blocus militarisé dans la Mer Noire, décidé par le Kremlin, paralyse le port d'Odessa, rendant alors très difficiles les conditions

logistiques du commerce international des céréales. Briser ce blocus constitue une opération de très haut risque, car outre la présence de la marine russe, les mines sont bien présentes, lestées par un câble, mais aussi parfois dérivantes. L'Union européenne et l'ONU engagent par ailleurs « une épreuve de force diplomatique » avec la Russie pour débloquent le port d'Odessa, mais sans résultat tangible aujourd'hui, au regard du retrait des sanctions que réclame Moscou en échange. Dans ce contexte, l'Union européenne propose le passage des céréales par la Roumanie, en favorisant la réalisation de nouveaux investissements dédiés.

Le blocage des exportations alimentaires de l'Ukraine est préoccupant, notamment pour les clients des pays en développement. 300 millions d'Africains souffrent aujourd'hui de malnutrition. Avec cette rareté relative, les prix des céréales continuent encore à augmenter à l'exportation. Macky Sall, Président du Sénégal, a demandé à l'Europe d'engager les efforts diplomatiques nécessaires pour que les stocks de céréales disponibles puissent sortir du port d'Odessa en vue de lutter contre cette crise alimentaire dont la gravité s'annonce sans précédent au XXI^e siècle. Les céréales sont devenues un élément-clé important du soft power de la Russie qui se présente comme un partenaire alternatif à l'Occident et à la Chine. Elles mettent en évidence l'importance de Moscou dans les relations internationales, un rôle qu'on lui avait refusé comme héritière légitime de l'URSS. La Russie considère qu'elle ne peut pas exporter ses propres céréales, compte tenu des sanctions portant sur le paiement de ses marchandises. S'il s'agit de sécurité alimentaire, l'Occident doit accepter l'application des règles définies par Moscou pour le gaz et le pétrole. La question de l'ouverture d'un corridor pétrolier reliant les ports ukrainiens et les marchés mondiaux, qui consisteraient, sous le parrainage de l'ONU, de rendre la libre circulation des marchandises sur la mer Noire est évoquée, mais Moscou a intérêt à attendre en mettant la pression sur les pays qui lui imposent les sanctions. L'Afrique rechigne aujourd'hui à apporter son soutien à l'Ukraine, car elle considère que les pays riches ne tiennent pas assez compte de ses propres difficultés. Aujourd'hui, le déblocage des ports ukrainiens de la mer Noire constitue une priorité pour l'OTAN. Les « voies prioritaires » par chemin de fer, routes ou navigation fluviale pour livrer les céréales posent de difficiles problèmes logistiques qui aggravent les coûts des opérations.

Les organisations économiques internationales n'ont ni les moyens ni même le pouvoir de réorienter les productions des pays en surconsommation vers les régions en sous-consommation. Cependant, des actions pourraient être entreprises, notamment rendre transparent les stocks mondiaux qui pourraient servir non seulement aux Etats propriétaires, mais aussi, en cas de grande crise, aux pays en souffrance. Pékin considère pourtant qu'il s'agit d'un secret d'Etat et qu'aucune règle ne pourrait s'appliquer à elle si une décision de ce type était prise dans les instances internationales. De plus, les deux-tiers des réserves connues appartiennent au secteur privé, lequel n'est pas soumis à un transfert d'information sur ses réserves.

L'augmentation des prix est le résultat de crises simultanées qui concernent l'énergie, l'alimentation et le réchauffement climatique, lesquels bouleversent les échanges internationaux et provoquent des crises sociales graves dans les pays les plus pauvres. Pourtant, il existe dans le monde suffisamment de nourriture pour éviter les affres de la faim, mais cette inflation met en évidence l'importance des inégalités sociales et internationales qui conduisent aux tensions inflationnistes. Il faut que tous les pays réfléchissent à la dépendance alimentaire, en prenant en compte le potentiel de l'agriculture de proximité, la protection de terres arables contre les promotions immobilières ou l'épuisement des sols, la réduction de la consommation d'eau (notamment par la production d'espèces agricoles moins assoiffées, l'engagement en faveur des produits de type « bio » et le développement des innovations dans l'agriculture et l'alimentation. Si les agriculteurs français visent l'augmentation de la production, les allemands préfèrent son « verdissement ».

A plus long terme, les politiques de guerre économique dans le domaine monétaire ne seront plus unanimement acceptées par les Etats. Les Banques centrales commencent à renâcler devant les règles installées à Brettons Wood, en diversifiant leurs réserves monétaires en dollars ou en euros, en y ajoutant des yuans, des yens ou des dollars canadiens ou australien. L'Arabie Saoudite accepte aujourd'hui d'être payée en yuans pour ses ventes de pétrole à la Chine, tout comme d'autres pays asiatiques. Un nouvel espace monétaire est en train de se créer, au moins potentiellement, qui ne s'appuie plus sur la zone « dollar et euro ». Il s'agit de s'émanciper du contrôle des échanges opéré par Washington et notamment du système SWIFT. Depuis 2015, de nombreux pays vont se connecter au système chinois, le CIPS (China international Payments System) qui accompagne les règlements internationaux en yuans dans le cadre des échanges liés à l'opération « Belt and Road Initiative » (BRI), une nouvelle route de la soie, terrestre, ferroviaire, routière, avec un volet maritime (21st Century Maritime Silk Road). Ce programme de 4000 à 26000 milliards de dollars sera financé par le gouvernement chinois, mais aussi par les pays bénéficiaires des projets. Il comprend une centaine de banques japonaises, africaines, russes, mais aussi occidentales comme BNP Paribas, HSBC ou Citigroup. Pour les attirer dans le projet BRI, la Chine a donc entrepris d'accélérer l'ouverture de son secteur bancaire et financier aux investisseurs étrangers. Dans ce cadre, le yuan devient une monnaie de réserve mondiale et la Chine réduit alors sa dépendance vis-à-vis du système SWIFT. Le système chinois CIPS peut alors donner une solution de rechange aux pays qui ne souhaitent plus, par le système SWIFT, accepter que leurs activités soient rendues disponibles ou contrôlées par la CIA (Central Intelligence Agency). Dans ces conditions, les pays membres des BRICS pourraient avoir la volonté et les moyens de mettre en place une nouvelle plateforme de règlements internationaux, qu'ils ont déjà envisagée sans pour autant lui donner une forme définitive et opérationnelle. La Chine est susceptible

de devenir le grand bénéficiaire de cette opération, avec l'élargissement de ses investissements vers l'Afrique et l'Amérique latine.

La question est alors de connaître la réaction du gouvernement américain, lequel bénéficie grâce à SWIFT d'une surveillance quasi complète de toutes les transactions mondiales par la CIA. La Maison Blanche peut décider d'engager une action permise par le « Patriot Act » qui consisterait à sanctionner les entreprises et les Etats qui participeraient au système chinois, en leur interdisant non seulement l'accès sur le sol américain mais aussi tout échange avec les entreprises américaines et celles qui travaillent avec ces dernières. Dans ce cas, la guerre deviendrait mondiale.

Le gel des réserves de change en euros de la Banque centrale russe pose aussi un problème à l'Europe qui ne sort pas indemne de cette situation. La Russie dispose de réserves importantes en yuans, roubles et or. Les décisions européennes du gel de ses euros dans les réserves de la Banque de Russie disponibles à l'étranger seront bien perçues par le camp occidental, mais le message politique lancé aux investisseurs internationaux n'est pas très sécurisant. En effet, il est alors possible pour l'Union européenne de bloquer les fonds des réserves de change libellé en sa monnaie, sans préavis, pour des raisons de désaccord politique avec un autre Etat.

Dans ce contexte, la valeur de l'euro, au moins à court terme, aura tendance à baisser au bénéfice du yuan, du dollar ou du franc suisse. Alors que le pouvoir d'achat des Français s'est posé comme question politique majeure sur le plan national, les importations (matières premières, pétrole, gaz, technologies ou alimentation) continuent à se renchérir et deviennent un nouveau foyer d'inflation. L'Europe semble unie à court terme, mais les Etats membres sont encore divisés sur les objectifs à atteindre. La volonté, pour le moins maladroite, de ne pas « humilier la Russie » a fait l'objet de nombreux commentaires plutôt acides de la part des pays d'Europe de l'Est, qui souhaitent une défaite (même humiliante) de la Russie. C'est la guerre elle-même qui est humiliante pour ce qui reste d'humanité sur Terre.

L'OTAN participe activement à l'aide militaire des combattants ukrainiens par la fourniture d'armements sophistiqués, elle surveille les rapports de la Russie avec la Chine, concernant notamment l'aide économique et le commerce des armes, mais l'impérialisme américain est toujours condamné avec la même ferveur par de nombreux pays, avec un appel à un nouveau monde moins inégalitaire et plus soucieux des questions portant sur le réchauffement climatique et les questions environnementales. La globalisation économique incontrôlée a donné un pouvoir excessif aux firmes multinationales, lesquelles s'avèrent suffisamment puissantes pour intervenir dans les décisions des Etats, en les mettant en concurrence dans leurs investissements et leurs placements financiers. Il en a résulté une interdépendance économique qui, pour les économistes libéraux, étaient un gage de paix dans le monde, comme si les seuls objectifs à suivre s'inscrivaient nécessairement dans le domaine économique. Les

mercantilistes étaient plus soucieux de la puissance relative et comparative des Princes, ce qui pouvait justifier la guerre.

Aujourd'hui, les questions de religion, de puissance et de nationalisme sont devenues essentielles dans les actions gouvernementales, et le « doux commerce » de Montesquieu selon lequel « l'effet naturel du commerce est de porter à la paix », est de moins en moins vérifié, au moins au niveau international, car toute dépendance devient aussi une faiblesse quand d'autres arguments que celui de la croissance et du développement économiques sont devenus prioritaires. De nos jours, il paraît insensé de rester dépendants des décisions aléatoires des autocraties pour subvenir aux besoins essentiels des démocraties, que ce soit dans le domaine de l'alimentaire, de la santé ou de l'énergie. La guerre est encore bien présente dans les esprits, même quand elle est intitulée « opération spéciale ».

Compléments de lecture

Aben, J., Fontanel, J. (2019), Military expenditure as a proxy for State's power, *Defence and Peace Economics*, Volume, 30, Number 2,

Aganbeguyan, A., Fontanel, J. (1994) *Un monde en transition. Les exemples de la Russie et de l'industrie d'armement*. Pax Economica.

Brunat, E., Fontanel, J. (2001), *The arms race, once again?* Colloquium « Reforming natural monopolies in Russia ». Moscow, June.

Brunat, E., Fontanel, J. (2015), La stratégie internationale et la réforme militaire en Russie, *Union européenne-Russie : une relation particulière*, Université Savoie Mont-Blanc, LLSETI, Chambéry.

Brunat, E., Fontanel, J. (2015), L'économie de la Russie, les grands défis à relever *Annuaire Français des Relations Internationales*.

Brunat, E. Fontanel, J. (2018), La Russie de retour comme puissance militaire ? *Annuaire Français des Relations Internationales*, Vol 19.

Brunat E., Fontanel, J. (2021), La science économique comme idéologie. La science de gestion comme viatique de l'actionnaire, *Marchés et organisation*.

Coulomb, F., Fontanel, J. (2000), La puissance des Etats et la globalisation économique, *Ares, Défense et Sécurité*.

Coulomb, F., Fontanel, J. (2003), Disarmament: A Century of Economic Thought, *Defence and Peace Economics*, 14(3).

Coulomb, F., Fontanel, J. (2006) Mondialisation économique, guerre économique et souveraineté nationale, *La question politique en économie internationale*, La Découverte, Paris.

Coulomb, F., Fontanel, J. (2012). War and Capitalism. *The marketing of war in the age of neo-militarism*, 59, Routledge.

Donaldson, R.H. (2002), *Domestic influences on Russian arms sale policy*, International Studies Association, New Orleans, March 24.

Eltchaninoff, M. (2015) *Dans la tête de Poutine*, Essai, Actes Sud.

Eltchaninoff, M. (2015) Ivan Ilyine, l'inspirateur secret du poutinisme, *Revue des Deux Monde* ». Septembre

Fontanel, J., Gaidar, Y. (1998), *L'avenir de l'économie russe en question*, PUG, Presses Universitaires de Grenoble.

Fontanel, J., Samson, I. (2003), *Les liaisons dangereuses entre l'Etat et l'économie russes*, L'Harmattan, Paris.

- Fontanel, J., Karlik, A. (2005), L'industrie d'armement de la Russie. Effondrement ou renouveau ? *Innovation*. n° 20
- Fontanel, J., Henriques, P. (2007), *A Globalização em análise ; geoeconomia e estrategia dos actores*, Piageto, Lisboa.
- Fontanel, J., Coulomb, F. (2007), Les budgets de l'OTAN et ses missions, « *Quel avenir pour l'OTAN ?* L'Harmattan, Paris.
- Fontanel, J. (2007), Ethique et guerre, *Question d'éthique, guerre, démocratie, économie, éducation, marketing, sport* L'Harmattan.
- Fontanel, J., Chatterji, M. (2008), *War, Peace, and Security*, Emerald.
- Fontanel, J. (2008), La politique de la puissance militaire russe de Vladimir Poutine. *Cahiers de l'Espace Europe*, Grenoble.
- Fontanel, J. (2010), *Économie politique de la sécurité internationale*, L'Harmattan, Paris.
- Fontanel J. (2014), La Stratégie de la Russie en Ukraine et les leçons de Sun Tzu, *hal-02897519*
- Fontanel, J. (2019), Différends, conflits et guerres économiques. *Paix Sécurité Européenne et Internationale*. <http://revel.unice.fr/psei/index.html>.
- Fontanel, J., Sushcheva, N. (2019a), La puissance des GAFAM : réalités, apports et dangers, *Annuaire Français des Relations Internationales*.
- Fontanel, J., Suscheva, N. (2019b). *L'arme économique du droit extraterritorial américain*, CESICE, UPMF, Grenoble & UNECON, Saint-Pétersbourg, 2019.
- Guilhaudis, J-F. (2017), Relations internationales contemporaines, LexisNexis.
- Guilhaudis, J-F. (2021), Chronique ; L'Ukraine, Paix et Sécurité Européenne et Internationale, Numéro 17.
- Infoguerre.com (2003), *Focus sur Rosoboronexport, l'exportation d'armement russe*, 7 Août.
- Laïdi, A. (2019), *Le droit, nouvelle arme de guerre économique. Comment les États-Unis déstabilisent les entreprises européennes*, Actes Sud, Questions de société, Arles.
- Shkaratan, O., Fontanel, J. (1998), Conversion and personnel in the Russian military-industrial complex, *Defense and Peace Economics* 9(4).
- Smith, R., & Fontanel, J. (2008). International security, defence economics and the powers of nations. *War, peace and security*, 6.
- Weekly analysis (2003) The Russian Defense Ministry has joined a combat for the 2004 military budget? *Issue* n° 90.
- Weir, F. (2003), Russian arms exports booming, *Research Technews*, June 29.
- Wines, M. (2000) Putin cuts forces by 600.000, Promising Military Overhaul, *New York Times*, November, 10.